



2017

**RAPPORT D'ACTIVITÉ**

**réseau  
action  
climat** france

# Sommaire

**03**

Rapport moral  
du Président

**04**

**Accélérer  
et amplifier**

la mise en œuvre  
de l'accord  
de Paris

**07**

**Relancer**

l'action climatique  
de l'Union  
européenne

**10**

**Faire**

entrer le climat  
dans la campagne  
présidentielle de 2017

**12**

**Sensibiliser**

rapidement  
le nouveau  
Gouvernement  
et le Parlement

**14**

**Agir**

pour la cohérence  
avec les objectifs de  
la loi sur la transition  
énergétique

**17**

**Amplifier**

l'action climatique  
locale pour faire levier  
sur les politiques  
nationales

**20**

**Prendre**

le virage de la  
transition dans  
les transports

**24**

**Agir**

sur les émissions  
de gaz à effet  
de serre des  
secteurs agricoles  
et alimentaires

**27**

**Rendre**

la transition  
écologique juste  
et acceptable

**30**

**Évaluer**

le respect  
de l'objectif de 2°C  
par les entreprises

**32**

**Inform**

les citoyens

**35**

Nos publications

**36**

Un réseau enrichi  
en 2017

**38**

Éléments  
financiers



## Le rapport moral du Président

**L**e Réseau Action Climat a continué de se développer au cours de l'année passée avec de nouveaux adhérents :

- **350.org.** Fondée en 2008 par des étudiants américains et active aujourd'hui dans 188 pays, cette ONG s'oppose aux nouveaux projets d'énergies fossiles, lutte contre les sociétés qui contribuent au changement climatique et développe des solutions d'énergie propre.
- **La Fondation pour la Nature et l'Homme.** Créée en 1990 par Nicolas Hulot, la FNH œuvre pour un monde équitable et solidaire respectueux de la Nature et de l'Homme. Elle s'intéresse particulièrement aux changements de comportements et à la transition écologique.
- **Le REFEDD,** Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable, qui regroupe plus de cent associations étudiantes menant des projets de développement durable.

Ces adhésions sont un enrichissement de nos compétences et un renforcement de notre crédibilité et de notre légitimité et donc de notre influence. « L'union fait la force » nous disait déjà La Fontaine dont J-M Blanquer a la bonne idée de distribuer les *Fables* aux CM2...

Une force encore bien insuffisante pour que le Réseau Action Climat et les ONG puissent s'opposer avec succès aux processus destructeurs du climat et de l'environnement partout sur notre planète. Selon l'AIE, les émissions de CO<sub>2</sub> ont progressé de 1,4 % en 2017 après deux années de relative stagnation. Malgré les belles paroles et les promesses de nombreux chefs d'État, le constat comme la réalité sont impitoyables : nous n'arrivons pas à « décarboner » notre société. La faute à la Chine et à l'Asie ? Pour les deux tiers, avec leur forte croissance économique gourmande en énergies fossiles. Mais la France ? Mauvaise aussi, selon le CESE dans son avis très sévère de février. Nos émissions sont repartiées à la hausse en 2015 et 2016 et « la baisse constatée au cours des années antérieures était davantage le résultat des profondes difficultés qu'a connues l'économie française depuis la crise de 2008 que celui d'un découplage structurel entre activités économiques et émissions de gaz à effet de serre » écrit-il. La rénovation thermique des bâtiments patine alors que 5,5 millions de ménages sont en situation de précarité énergétique. Très fière

de « l'Accord de Paris », la France est seulement 15<sup>ème</sup> sur les 28 pays de l'UE pour la part des renouvelables dans la consommation d'énergie et l'objectif national de 23 % d'énergie « verte » en 2020 est devenu inatteignable.

Et pour produire l'électricité, après Tchernobyl et Fukushima et alors qu'aucune solution fiable n'existe pour stocker des déchets pouvant rester radioactifs des centaines de milliers d'années, EDF continue de construire des EPR et E. Macron fait leur promotion à l'étranger.

La biodiversité se porte bien mal elle aussi. A la suite du rapport récent et très alarmant du panel scientifique intergouvernemental IPBES – « le GIEC de la biodiversité » -, le Dr. Palmer, Secrétaire exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique, a déclaré : « *Si les tendances actuelles de perte de la biodiversité et de destruction des écosystèmes se poursuivent, les perspectives de la vie sur notre planète deviendront très sombres... Nous avons besoin d'un changement fondamental dans notre façon d'interagir avec la nature...* ».

Face à cette dure réalité et à un avenir planétaire de plus en plus inquiétant, une action militante forte est la seule solution pour inverser les tendances et le Réseau Action Climat reste toujours aussi déterminé dans « la lutte contre les changements climatiques et pour la transition vers une société plus solidaire et équitable préservant l'avenir des populations et des écosystèmes ».

Pour moi qui vient d'atteindre l'âge limite des lecteurs du « Journal de Tintin », il est temps de passer la main. Je le fais avec d'autant plus de sérénité que Philippe Quirion dont l'engagement et les compétences sont bien connus sera candidat pour me succéder. Ces six dernières années à la présidence du Réseau Action Climat ont été la source de beaucoup de satisfaction et, souvent aussi, de plaisir et je remercie très sincèrement et très chaleureusement toutes celles et tous ceux dont le soutien et l'amitié en ont été la principale raison.

Pierre Perbos

# Accélérer et amplifier la mise en œuvre de l'accord de Paris

Après l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis en novembre 2016, l'équilibre de la diplomatie climatique est profondément bouleversé. En réponse à l'annonce du retrait des États-Unis de l'accord de Paris, il est devenu indispensable en 2017 de faire front commun pour défendre «l'esprit de Paris». Mais cette défense n'est pas suffisante. Alors que les engagements climatiques sont toujours incompatibles avec une limitation du réchauffement global à 1,5°C, il faut approfondir le travail de mise en œuvre et de consolidation de l'accord de Paris, en définissant son manuel d'application et en poussant les pays à relever leurs promesses climatiques avant 2020. Dans ce contexte, la France a un rôle clé à jouer, en maintenant un discours et des positions progressistes dans l'ensemble des espaces multilatéraux sur le climat comme l'ONU, les G7/G20, sans que cela ne se fasse au détriment d'une politique nationale ambitieuse et cohérente.



*Notre réponse*

# Défendre

l'héritage de la COP21 et consolider l'accord de Paris dans tous les espaces internationaux

**A** lors que les États-Unis tournaient le dos au reste du monde, le Réseau Action Climat a œuvré pour maintenir une mobilisation forte des pays autour de l'accord de Paris. Lui et ses membres ont condamné unanimement le retrait des États-Unis de l'accord de Paris et ont souligné un message d'irréversibilité, repris par le Président Emmanuel Macron. Dès lors, le Réseau Action Climat a poussé la France à amplifier sa démarche progressiste dans l'ensemble des espaces multilatéraux où le climat est à l'agenda : des négociations de la CCNUCC, pour définir un manuel d'application de l'accord de Paris et accélérer l'action, en passant par le G7 et le G20 pour préserver le multilatéralisme sur le climat. La France a ainsi porté de nombreuses propositions soutenues par le Réseau Action Climat,

comme la nécessité de rehausser les promesses climatiques des pays d'ici à 2020 en utilisant le tremplin de l'année 2018, ou la fixation d'un objectif de neutralité carbone compatible avec l'objectif de 1,5°C. Afin de consolider l'accord de Paris à tous les niveaux, le Réseau Action Climat a continué à s'impliquer au sein du réseau international du Climate Action Network et à coordonner et structurer les associations françaises sur les enjeux climatiques internationaux.

**1**

**Tous... sauf un!**

Tous les États ont désormais signé l'accord de Paris, seuls les États-Unis comptent s'en retirer.

*Notre réponse*

## Suivre

les engagements climatiques de la France et assurer leur cohérence avec les politiques nationales

**23**

**ONG, dont le Réseau Action Climat, ont formé la coalition « pas un euro de plus » pour mettre fin aux soutiens aux énergies du passé à l'occasion du One Planet Summit**

**L**e Réseau Action Climat a fait de la cohérence de l'action une de ses priorités dès l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. Il a été force de propositions dans le cadre de la révision de la stratégie climat de l'Agence Française de Développement, principal canal de déboursement des financements climatiques français et a obtenu des engagements ambitieux comme la mise en cohérence de l'ensemble des financements avec l'accord de Paris. Le Réseau Action Climat a appelé la

France à ne consacrer « pas un euro de plus » pour les énergies fossiles du passé, pour les activités néfastes au climat et les fausses solutions en amont du One Planet Summit du 12 décembre 2017. Il a coordonné une mobilisation inter-associative large à cette occasion. Si le One Planet Summit a permis de maintenir la question climatique en haut de l'agenda politique international, les engagements décevants de la France font de l'objectif de cohérence un enjeu majeur pour 2018.

*Notre réponse*

## Rendre

accessibles les enjeux internationaux sur le climat

**E**n 2017 « Kézakop » a remplacé le bulletin quotidien des négociations climatiques « ECO », traditionnellement traduit en français par le Réseau Action Climat. Ce nouveau format a proposé, au cours de ses 7 éditions, un décryptage des

négociations climatiques accessible à tous. Des vidéos produites en collaboration avec la chaîne YouTube « Partager c'est sympa » et un Facebook Live pendant la COP23 ont rendu les contenus plus vivants et adaptés à un public large.

**17 000**

**personnes ont reçu chaque épisode de la newsletter Kézakop durant la COP23**

*Notre réponse*

## Renforcer

le rôle des acteurs non étatiques et de la société civile africaine dans la mise en œuvre de l'accord de Paris

**11**

**Le Réseau Climat & Développement a coordonné le renforcement de capacités de 50 associations lors de son 11<sup>ème</sup> atelier annuel à Abidjan.**

**L**e Réseau Climat & Développement s'est mobilisé en 2017 pour renforcer le rôle des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre de l'accord de Paris. L'atelier annuel du réseau a débouché sur l'organisation de 2 campagnes de plaidoyer sur le renforcement des plans climatiques du Bénin et du Togo et a permis la réalisation d'une publication diffusée

lors de la COP23. La structuration du RC&D s'est poursuivie : il dispose à présent de 3 plateformes nationales d'ONG membres qui renforcent la portée de son plaidoyer au Mali, au Niger et au Togo. Par ailleurs, en 2017, une proposition de statuts a été rédigée pour doter le réseau d'une entité juridique propre dès 2018.

# Relancer l'action climatique de l'Union européenne

En ratifiant l'accord de Paris, l'Union européenne s'est engagée à prendre sa part dans la limitation du réchauffement planétaire bien en-dessous de 2°C, voire 1,5°C. Or, les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Europe pour 2030 ont été fixés en 2014, soit bien avant l'accord de Paris.

Ils sont non seulement très éloignés de la trajectoire fixée à Paris en 2015, mais les politiques et mesures pour les atteindre sont également insuffisantes. L'échec des Européens à fixer un prix significatif au CO<sub>2</sub> à travers la réforme du marché carbone européen est le symbole de cette stagnation de l'ambition climatique en Europe. Or le cadre climat-énergie européen 2030, véritable boussole de la transition écologique, tout comme le débat sur la refondation de l'Europe sont des opportunités uniques de faire de la lutte contre le réchauffement climatique un pilier fondamental de la construction européenne et ainsi remettre l'Union européenne sur les rails de l'accord de Paris.



## Notre réponse

# Lutter

contre les égoïsmes des États dans la lutte contre le changement climatique

**E**n 2017, le Parlement européen et les États ont échoué à aligner les outils climatiques européens avec l'accord de Paris, en particulier le marché carbone, qui restera inefficace pour les dix prochaines années. En collaboration avec le Climate Action Network Europe, le Réseau Action Climat s'est mobilisé pour fixer des règles du jeu transparentes au niveau européen afin que chaque État-membre prenne sa juste part dans la transition écologique en Europe et accepte de protéger les puits carbone comme les forêts ou les sols. Le Réseau Action Climat continuera

cette bataille en 2018 en soutenant des mesures supplémentaires dans tous les secteurs d'activités comme les transports, l'agriculture ou encore le bâtiment, mais aussi à travers la mise en place d'un prix sur les activités qui polluent.



Le Réseau Action Climat a contribué à **faire évoluer la position de la France**, afin qu'elle soutienne une gouvernance européenne de l'énergie et du climat.





*Notre réponse*

# Mobiliser

la France et les députés européens pour la transition énergétique en Europe

**E**n 2017, les États de l'Union européenne ont choisi de détricoter le « paquet énergie » européen pour 2030, qui vise à définir les paramètres de la transition énergétique en Europe. La Pologne et l'Allemagne ont obtenu le maintien de subventions publiques pour le charbon. La France a défendu le maintien d'agrocarburants issus de cultures alimentaires, allant à l'encontre des engagements de son Plan Climat. Le Réseau Action Climat a développé plusieurs propositions pour accélérer les économies d'énergies (et ainsi lutter contre la pauvreté énergétique en Europe), déployer massivement les énergies renouvelables et s'assurer que chaque État

investisse dans la transition dans le respect de l'accord de Paris. Le Réseau Action Climat a réussi à mobiliser la France sur certains aspects essentiels et continuera cette bataille pour une transition énergétique ambitieuse à l'échelle de l'Europe tant auprès du gouvernement français que des députés européens.

**35**

**35 %, c'est l'objectif de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergies pour 2030** adoptés par le Parlement européen grâce au travail des ONG.

*Notre réponse*

# Faire

du couple franco-allemand le moteur de la transition écologique en Europe

**L**e Réseau Action Climat et les ONG allemandes se sont unis pour pousser Emmanuel Macron et Angela Merkel à fixer un agenda de l'action climatique ambitieux tant au niveau européen qu'à l'échelle des deux pays. Dans une lettre ouverte aux deux dirigeants, les ONG françaises et allemandes leur ont demandé de réorienter l'Europe vers une société neutre en gaz à effet de serre d'ici à 2050, d'enclencher la sortie des énergies fossiles et du nucléaire et booster la transition énergétique. Quand l'Europe ne va pas assez vite, le couple franco-allemand doit

aller plus loin et faire preuve de leadership climatique. C'est ce que le Réseau Action Climat a rappelé lors d'un débat avec Brune Poirson et Jochen Flasbarth, Secrétaires d'Etat française et allemand à l'environnement, lors de la COP23 à Bonn.

**20**

**20 ONG françaises et allemandes** ont envoyé une lettre à Angela Merkel et Emmanuel Macron pour leur demander de faire du couple franco-allemand le moteur de l'action climatique en Europe.

# Faire entrer le climat dans la campagne présidentielle de 2017

Après la COP21 à Paris, l'intérêt médiatique et politique sur le sujet du dérèglement climatique était en perte de souffle. Le Réseau Action Climat a dès lors travaillé à capitaliser sur la sensibilisation de l'opinion publique et de la classe politique issue de l'accord de Paris pour faire en sorte que la lutte contre les changements climatiques entre dans les enjeux prioritaires de l'élection présidentielle.



PHOTO: SEBASTIEN DUHAHEL

*Notre réponse*

# Porter

nos 6 mesures lors de la campagne

**L**e Réseau Action Climat a développé un document de 6 propositions pour lutter contre les changements climatiques, qui a été envoyé aux candidats à l'élection ainsi qu'à leurs équipes de campagne. Ce document a servi de base aux rendez-vous organisés avec les partis politiques, en amont des élections. Le Réseau Action Climat

a rencontré à plusieurs reprises les candidats ou les équipes de campagne du Parti socialiste, de la République en Marche, de l'UDI, de la France insoumise et des Républicains. Il est par ailleurs intervenu à des évènements organisés par les partis politiques sur le sujet de l'environnement et du climat.

*Notre réponse*

# Analyser

les programmes des candidats

**L**e Réseau Action Climat a rédigé une analyse comparative des programmes des candidats à l'aune des 6 mesures clés qu'il avait proposées. Cette analyse a servi, via des relais médiatiques, à « challenger » les différents candidats pour que leurs programmes intègrent davantage

de mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Réseau Action Climat a par ailleurs porté l'enjeu climatique au sein d'initiatives inter-associatives lancées en vue de l'élection présidentielle, telles que l'appel des solidarités, soutenu par plus de 80 associations.

*Nos mesures intégrées dans les programmes*

Plusieurs mesures proposées par le Réseau Action Climat ont été intégrées dans les programmes des candidats : 100 % renouvelables en 2050, suppression des niches fiscales comme celle sur la taxation du diesel, introduction d'un pourcentage de produits bio dans la restauration collective, développement du vélo et priorité à la modernisation du transport ferroviaire, etc.

# **Sensibiliser rapidement le nouveau Gouvernement et le Parlement**

**Une fois les élections présidentielle et législatives passées et le nouveau Gouvernement et Parlement en place, le Réseau Action Climat a œuvré à rencontrer rapidement les nouveaux responsables politiques pour les former et les sensibiliser à ses propositions clés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.**



**13** MESURES  
POUR **VRAIMENT**  
SAUVER LE CLIMAT



**#MakeFranceGreenAgain**

Photomontage réalisé pour illustrer le site  
<http://makefrancegreenagain.fr/> - Juillet 2017

*Notre réponse*

## Rencontrer

les nouvelles équipes en place et les informer des mesures prioritaires

**U**ne fois les nouvelles équipes en place, le Réseau Action Climat a demandé des rendez-vous auprès de l'Elysée, de Matignon et des différents Ministères concernés par l'enjeu climatique (transition écologique, agriculture, finances, etc.) afin de sensibiliser au plus vite les nouveaux responsables politiques à l'enjeu climatique. Suite à l'annonce du retrait des États-Unis de l'accord de Paris, le

Réseau Action Climat a rencontré à deux reprises, aux côtés d'autres associations, le Président de la République. Il a obtenu un rendez-vous auprès du premier Ministre et plusieurs rendez-vous avec le Ministre en charge de la Transition écologique et solidaire. Il a pu informer des mesures prioritaires à mettre en place pour réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre en France.

*Notre réponse*

## Développer

un « plan climat idéal »

**E**n juin 2017, en amont du plan climat annoncé par le Ministre d'État à la Transition écologique et solidaire, le Réseau Action Climat a développé son propre « plan climat idéal » qu'il a présenté lors d'une conférence de presse inter-associative (<https://reseauactionclimat.org/plan-climat-au-rendez-vous/>). Il a

ensuite publié une analyse du plan climat du Gouvernement, présentant ses faiblesses et ses avancées. Cette analyse a servi à alimenter le site inter-associatif « Make France Green Again » :

<http://makefrancegreenagain.fr/>

*7 juillet 2017*

Certaines propositions du Réseau Action Climat, portées au sein de son plan climat idéal, ont été reprises par le Gouvernement dans son plan climat du 7 juillet 2017 : augmentation plus importante du taux de la taxe carbone, rattrapage fiscal diesel-essence, priorité à accorder à la précarité énergétique ou encore prise en compte des enjeux sociaux de la transition énergétique via la mise en place de contrats de transition écologique. Par ailleurs, les faiblesses du plan climat du Gouvernement, soulignées par une analyse détaillée de ce dernier par le Réseau Action Climat, ont été bien identifiées dans les médias.

# Agir pour la cohérence avec les objectifs de la loi sur la transition énergétique

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte adoptée en 2015 fixe des objectifs tels qu'une baisse de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030, un développement des énergies renouvelables atteignant 23 % en 2020 et 32 % en 2030 ou encore une baisse de 20 % de la consommation d'énergie en 2030. Le Plan climat présenté par Nicolas Hulot en juillet 2017 renforce l'ambition, après la signature de l'accord de Paris, en visant la neutralité carbone en 2050. Le Réseau Action Climat a contribué aux exercices de programmation et de suivi visant à s'assurer que la France se met sur les bonnes trajectoires. Il a également apporté son éclairage sur le concept de neutralité carbone et sur certains points de vigilance. Il a par ailleurs participé à une campagne collective pour promouvoir les énergies renouvelables portées par les citoyens et les collectivités.



Assises nationales de l'éolien terrestre organisées par le SER - Novembre 2017

## Notre réponse

# Contribuer

aux outils de pilotage de la transition énergétique et climatique

**L**e Réseau Action Climat, en association avec le CLER - Réseau pour la transition énergétique, a dialogué avec le Ministère de la transition écologique et solidaire dans le cadre de l'élaboration des indicateurs de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Ces deux exercices de programmation ont pour but de décliner les objectifs climat-énergie de la loi sur la transition énergétique pour les premières années. Les indicateurs doivent permettre d'évaluer les résultats

obtenus et les moyens mis en œuvre. Le Réseau Action Climat a apporté des propositions pour que ce suivi soit le plus pertinent et lisible possible et pour qu'un rendez-vous annuel soit organisé, avec les acteurs de la société civile, afin de faire un point d'étape avec une remise à niveau, le cas échéant, des mesures mises en œuvre. Le Réseau Action Climat a également contribué à la révision de la SNBC et de la PPE en apportant des propositions de mesures supplémentaires.

**3,6%**

**C'est le surplus d'émissions de gaz à effet de serre estimé en France en 2016 par rapport au plafond annuel indicatif fixé dans la SNBC.**

## Notre réponse

# Vulgariser et cadrer

## le concept de neutralité carbone

**E**n décembre 2015, afin de limiter le réchauffement global des températures en dessous de 2°C et autant que possible à moins de 1,5°C, l'accord de Paris fixe l'objectif de parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre au cours de la 2ème moitié du siècle. En juillet 2017, le Plan climat présenté par Nicolas Hulot vise la neutralité des émissions de gaz à effet de serre en France à l'horizon 2050, c'est-à-dire « trouver un équilibre entre les émissions de l'Homme et la capacité des écosystèmes à absorber du carbone ». Ce concept de neutralité carbone ou de zéro émission nette met l'accent sur un

nouveau sujet : les émissions négatives. Le Réseau Action Climat a organisé des formations et réunions d'échanges entre ONG et est intervenu lors de conférences pour clarifier les enjeux et les points de vigilance sur cette question.

### 89

Le Réseau Action Climat a publié un article détaillant la nécessité de renforcer l'atténuation pour atteindre l'objectif « Zéro émission nette » en 2050, dans la **89e édition de l'Annales des Mines.**

<http://www.anales.org/re/2018/resumes/janvier/10-resum-FR-AN-janvier-2018.html#10FR>

## Notre réponse

# Promouvoir

## les énergies renouvelables portées par les citoyens et les collectivités

**D**ans plusieurs pays en Europe, l'implication et la participation des acteurs locaux, en particulier les citoyens et les collectivités, a permis d'accélérer la transition énergétique et d'intégrer les projets d'énergies renouvelables dans une vision plus globale de développement territorial. En France, la loi sur la transition énergétique a ouvert la voie à une plus grande implication des citoyens et des collectivités dans la production d'énergies renouvelables. Un collectif de 12 acteurs de la protection de l'environnement, de l'énergie et de l'économie sociale et solidaire, dont le Réseau Action Climat, s'est constitué au

moment de la campagne pour l'élection présidentielle pour porter des propositions afin de renforcer cette implication. Parmi les actions réalisées : un débat public avec les représentants des candidats à l'élection présidentielle, l'interpellation des candidats aux élections législatives et l'organisation d'un colloque sur l'énergie citoyenne et participative.

### 15

**15 % des énergies renouvelables** entre les mains des citoyens et des collectivités en 2030. C'est l'objectif soutenu par le Réseau Action Climat.



# Amplifier l'action climatique locale pour faire levier sur les politiques nationales

Si les objectifs globaux de réduction des émissions françaises de gaz à effet de serre sont fixés aux niveaux national et européen, c'est à l'échelle locale que doit se réaliser concrètement la lutte contre les changements climatiques. La généralisation progressive des plans climat (PCAET), les schémas régionaux transversaux (SRADDET), les mesures visant à faciliter le développement des énergies renouvelables ou à diminuer la place de la voiture en ville sont autant de leviers existants pour l'ensemble des échelles de territoires et des secteurs impactant le climat. Cependant, si les ingrédients de base sont là, reste à y adjoindre la volonté politique afin que les territoires soient exemplaires et deviennent les véritables « champions » du climat. Les citoyens, qui ont un rôle à jouer auprès de leurs élus, doivent agir en ce sens.



Formations climat et collectivités territoriales  
au Camp Climat - Aout 2017, Maury

## Notre réponse

# Faire

monter en compétence les associations locales : décentraliser le plaidoyer

**L**es acteurs associatifs locaux ont un rôle à jouer dans les plans climat (PCAET) et les schémas régionaux (SRADDET)<sup>1</sup>, puisqu'ils peuvent s'impliquer dans les concertations, et co-construire ces cadres stratégiques : ils peuvent s'assurer que les objectifs fixés sont ambitieux (comme l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables de la région Occitanie ou celui de neutralité carbone de la ville de Paris), voire porter des projets (développement de projets renouvelables, via l'objectif des 15% d'énergies renouvelables citoyennes décliné dans les territoires). En 2017, le Réseau Action Climat a contribué à former ses associations membres, sur la base de positions, outils et recommandations élaborées collectivement et diffusées au

cœur des territoires. Ce travail a abouti au lancement en décembre 2017 d'une campagne commune avec Alternatiba, appelée « Alternatives Territoriales » visant à rehausser les ambitions des plans climat et mobiliser dans les territoires.

1. Les compétences climat-air-énergie ont été décentralisées, et le couple Région-Intercommunalité est devenu le pilier de l'action climatique : les plans climat (PCAET) et schémas régionaux (SRADDET) doivent être adoptés d'ici le 31 décembre 2018 dans les intercommunalités de plus de 20 000 habitants, et d'ici l'été 2019 par les exécutifs régionaux.

## 288

**288 bénévoles associatifs** ont été formés sur les PCAET et les SRADDET en 2017

*Notre réponse*

# Valoriser

les collectivités « championnes » du climat

**A**u delà des effets d'annonce que l'on peut parfois entendre de la part des décideurs, de nombreux territoires sont d'ores et déjà engagés pour le climat, et souvent avec une ambition qui dépasse celle des gouvernements. Les associations membres du Réseau Action Climat ainsi que plusieurs structures partenaires se sont regroupées afin de sélectionner les initiatives de territoires qu'elles estiment ambitieuses en matière de lutte contre les changements climatiques. Elles ont élaboré des méthodologies, capitalisé les bonnes

pratiques mais aussi surveillé l'application des engagements des élus. Ces initiatives sont regroupées et valorisées à travers une cartographie en ligne : <https://reseauactionclimat.org/territoires-actions-climat/>

13

Cette cartographie partagée a mis en commun les ressources de **13 partenaires associatifs**

*Notre réponse*

# Outiller

les collectivités vers l'excellence climatique

**À** l'approche de l'échéance d'adoption des Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET), le Réseau Action Climat et l'ADEME ont décidé de fusionner en 2017 les outils Cit'ergie et Climat Pratic. Le Réseau Action Climat a travaillé à la création d'un référentiel (liste d'actions, de sous-actions et d'indicateurs) unique « d'excellence », en prenant la réglementation PCAET comme plancher bas. En parallèle, la diffusion de l'outil et son appropriation dans les territoires se sont poursuivies.

En complément, un travail de plaidoyer a permis de faire avancer la question des financements climat pour les collectivités. Portée collectivement, la demande de territorialisation de la contribution climat énergie fait aujourd'hui consensus parmi les parlementaires et est débattue au sein du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

129

L'outil **Climat Pratic** a été téléchargé 129 fois en 2017

# Prendre le virage de la transition dans les transports

Nos déplacements et les transports de marchandises représentent la première source d'émissions de gaz à effet de serre en France, en raison de la prédominance du transport routier. Ces émissions sont reparties à la hausse depuis 2015, en conséquence de la baisse du prix du pétrole et de l'insuffisance des politiques et mesures pour les réduire efficacement. De plus, les transports étant une cause majeure de la pollution de l'air, responsable de maladies et de décès prématurés, le Réseau Action Climat a porté des propositions de mesures bénéfiques tant pour le climat que pour la santé publique aux niveaux local, national et européen mais également auprès des entreprises.



Conférence de presse inter-associative en amont des Assises de la mobilité - Septembre 2017

## Notre réponse

# Promouvoir

au niveau national tous les leviers de la transition dans le cadre des Assises de la Mobilité

**E**n 2017, le gouvernement a organisé une grande concertation sur les transports et la mobilité, avec pour objectif de publier une nouvelle loi d'orientation sur la mobilité en 2018. Le Réseau Action Climat a coordonné le

travail inter-associatif autour de la définition de mesures politiques prioritaires et les a portées dans le cadre des groupes de travail de parties prenantes des Assises de la mobilité et auprès des médias.

La majorité des préconisations du Réseau Action Climat pour accélérer le report modal vers des transports moins polluants, rendre les villes plus respirables, renforcer la fiscalité du mode routier (transports de marchandises et de personnes) et investir dans les solutions de transport figurent dans les conclusions des Assises de la Mobilité. La ministre Elisabeth Borne a annoncé un plan vélo financé pour 2018.

*Notre réponse*

# Développer

au niveau européen des véhicules  
VRAIMENT moins polluants

**D**ans la poursuite de son travail de décryptage et d'alerte sur le dieselgate, le Réseau Action Climat a suivi de près la réforme européenne du système d'homologation et de surveillance du marché automobile jusqu'à son aboutissement en mai 2017. En parallèle, il a encouragé la Commission européenne à proposer des normes plus contraignantes et efficaces sur les émissions de CO2 des véhicules neufs pour la période post-2020, en collaboration avec Transport & Environment au niveau européen.



## *Tests sur les véhicules en circulation*

Si la réforme n'est pas allée jusqu'à l'introduction d'une agence européenne de surveillance du marché comme les ONG le préconisaient, des tests de contrôle des émissions seront désormais effectués sur les véhicules en circulation.

*Notre réponse*

# Garantir

un développement soutenable  
de l'électromobilité

**S**oucieux de concilier les enjeux de lutte contre les changements climatiques avec la protection de l'environnement et des droits humains, le Réseau Action Climat a contribué à la réalisation d'une analyse de cycle de vie fine des véhicules électriques pilotée par la Fondation pour la Nature et l'Homme et la Fondation européenne pour le climat en collaboration avec des experts et des industriels.

8

En complément de l'étude, un ensemble de **huit recommandations** visant à garantir un développement plus soutenable de l'électromobilité a été élaboré avec les associations membres et présenté lors d'une conférence de presse à Paris en décembre 2017 et au Parlement européen, à Bruxelles, en janvier 2018.

[https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/12/conditions\\_voitures\\_electriques.pdf](https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/12/conditions_voitures_electriques.pdf)

## Notre réponse

# Agir

 pour des plans de mobilité des entreprises efficaces

**A**près avoir obtenu leur généralisation dans la loi de transition énergétique de 2015, le Réseau Action Climat a réuni autour de la table les chambres de commerce et de l'industrie (CCI France), l'Ademe, et les ONG membres du réseau pour définir les ingrédients d'un plan de mobilité efficace pour les entreprises et le climat.

## 5000

**5000 plaquettes «un plan de mobilité dans mon entreprise»** ont été diffusées auprès des partenaires

<https://reseauactionclimat.org/publications/un-plan-de-mobilite-dans-mon-entreprise/>

## Notre réponse

# Lever

au niveau local les obstacles à la transition vers des villes respirables

**A**lors que la réduction de la place de la voiture et l'interdiction des véhicules les plus polluants en ville sont indispensables pour préserver la santé publique et le climat, les barrières demeurent importantes. C'est pourquoi, le Réseau Action Climat a réalisé un recueil de bonnes pratiques et organisé un événement sur les enjeux d'équité aux Assises de la transition énergétique à destination des collectivités ainsi que des formations pour les associations locales.

## 40+

**Plus d'une quarantaine de responsables de collectivités locales** étaient présents lors de l'atelier sur les solutions pour concilier justice sociale et lutte contre la pollution de l'air

À l'occasion d'une conférence de presse organisée en janvier 2017 en présence de personnalités du domaine de la santé, le Réseau Action Climat a publié «une feuille de route pour mieux respirer». Les prises de parole des médecins et des chercheurs se sont multipliées suite à cette action et les ONG ont obtenu une avancée au niveau du gouvernement avec la création d'une prime à l'achat de vélos à assistance électrique.

## 250 000

**250 000 vélos à assistance électrique** ont été vendus en 2017 suite à la mise en place de la prime à l'achat portée par les associations

# Agir sur les émissions de gaz à effet de serre des secteurs agricole et alimentaire

Le système agricole et alimentaire français est dépendant en énergies fossiles et en intrants, onéreux, en perte d'emplois et surtout fortement émetteur en gaz à effet de serre. Il représente 30 % des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire français, sans compter les importations. Il est possible d'enrayer cette tendance en s'engageant vers une agriculture écologique et une transition alimentaire, moins émettrice de gaz à effet de serre (émissions à diviser par 2 d'ici à 2050). Les principaux facteurs de cette réduction sont liés à la diminution de la production et de la consommation de viande, à la meilleure maîtrise de la production et de l'utilisation de la fertilisation azotée et à l'autonomie en protéines végétales de la France. Pourtant, les politiques agricoles et alimentaires manquent encore de cohérence puisque ces dernières ne se saisissent toujours pas des enjeux climatiques. Le Réseau Action Climat s'est impliqué pour rétablir cette cohérence par le biais des Etats Généraux de l'Alimentation et des politiques publiques qui en découlent, la révision de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC), du Programme national nutrition santé (PNNS) et de la Politique Agricole commune (PAC).





Conférence de presse inter-associative sur les États Généraux de l'Alimentation - Octobre 2017

## Notre réponse

# Créer et coordonner

la plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire

**L**e Réseau Action Climat a participé à la création et à la coordination de la plateforme Citoyenne pour une transition agricole et alimentaire : il a ainsi joué un rôle pivot pour la coordination des rendez-vous de plaidoyer sur le format des États Généraux de l'Alimentation (EGA), puis sur le contenu de ses ateliers et enfin sur ses conclusions. Le Réseau Action Climat a notamment participé et contribué aux ateliers 3 consacrés à la bio-économie, la fertilisation, les agrocarburants et à l'atelier 9 consacré à la demande alimentaire.

Ces ateliers se sont conclus sur certaines propositions positives pour le climat, notamment:

- **Réduire la dépendance aux fertilisants**
- **Atteindre l'autonomie en protéines végétales d'ici à 2030**
- **Promouvoir la diminution de la consommation de protéines animales**, tout en permettant une relocalisation de la production et une amélioration de la qualité

*Notre réponse*

# Relancer

la plateforme « Pour une autre PAC »

**L**e Réseau Action Climat a accompagné la relance de la plateforme « Pour une autre PAC », en définissant sa stratégie et son champ d'action, puis en assurant son portage administratif, notamment par le recrutement et la pérennisation d'un poste de coordinatrice du réseau. Un groupe de travail consacré au climat est en cours de création au sein de cette plateforme.

**31**

La refonte de la plateforme s'est traduite par un élargissement à **31 organisations partenaires**

*Notre réponse*

# Participer

au groupe de travail « agriculture » de la SNBC2

**L**e Réseau Action Climat a pris part au groupe de travail « agriculture » de la SNBC2 (3 réunions en 2017, contributions écrites, échanges bilatéraux) face au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, à la FNSEA, aux organisations interprofessionnelles, etc. L'enjeu de cette participation au groupe de travail a été de défendre, voire de rehausser le « facteur 2 agricole » (c'est à dire la division par deux

des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'agriculture à l'horizon 2050) et d'identifier la demande alimentaire comme levier incontournable de l'action climatique.

**3**

Participation aux **3 réunions de travail** organisées par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

*Notre réponse*

# Inciter

aux bonnes pratiques locales de fertilisation

**U**n recueil d'expériences sur les bonnes pratiques de fertilisation azotée a été réalisé en 2017, en partenariat avec le Réseau CIVAM. Ce recueil a donné lieu à une restitution publique. La publication est en ligne : <https://reseauactionclimat.org/publications/gaz-a-effet-de-serre-et-fertilisation-azotee-initiatives-territoriales/>

**30**

La restitution publique du 15 février 2017 à Paris a réuni **plus de 30 participants**

# Rendre la transition écologique juste et acceptable

Trop souvent, les mesures de la transition écologique sont perçues comme opposées aux intérêts des ménages et à la protection des emplois, en particulier dans des secteurs vulnérables. Plutôt que d'insister sur ces oppositions, il est indispensable de construire la transition écologique dans la perspective de renforcer également la cohésion sociale, de réduire les inégalités sociales et d'offrir des alternatives souhaitables aux salariés qui voient leurs activités menacées.

Le Réseau Action Climat a agi en faveur de politiques climat-énergie pour une transition écologique juste à la hauteur de l'urgence climatique, sans faire l'impasse sur les ménages en difficulté et les emplois menacés.



*Notre réponse*

# Défendre

un projet de loi de finances au service de la transition écologique juste

**L**e Réseau Action Climat a formulé et porté auprès du gouvernement et des parlementaires un projet de loi de finances pour 2018, en faveur du climat et qui prend en compte les impacts potentiellement négatifs sur les plus modestes. La hausse de la fiscalité écologique (alignement de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence en 2021 et augmentation de la composante carbone à 86 euros / tonne de CO<sub>2</sub> en 2020) va dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'impératif climatique et de la lutte contre la pollution de l'air. Malheureusement, les recettes tirées de cette augmentation de la fiscalité n'ont

pas été fléchées vers le financement de solutions pérennes (transports en commun, plan vélo, etc.) ou vers des mesures de solidarité pour soutenir les ménages précaires.

Par ailleurs, alors que le Réseau Action Climat a fortement porté la question de la suppression des niches fiscales accordées chaque année aux énergies fossiles, celles-ci sont restées intouchées dans la loi de finances définitive. Enfin, la solidarité internationale avec les populations les plus touchées par le dérèglement climatique est restée le parent pauvre du budget.

**7,8**

Les subventions en faveur des énergies fossiles représentaient **7,8 milliards d'euros en 2017**

## Notre réponse

# Accompagner

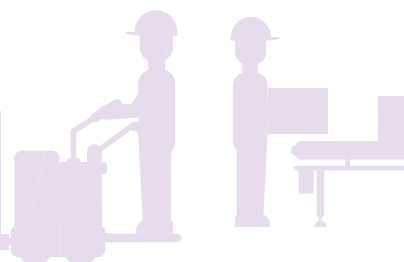
la reconversion des secteurs fragilisés par la transition écologique par des contrats de transition écologique

**L**e Réseau Action Climat a sensibilisé très tôt le nouveau gouvernement sur l'importance d'agir, de manière préventive, sur la reconversion des sites visés par la mise en œuvre de la loi de transition énergétique. Le Gouvernement a lancé des contrats de transition écologique avec le double objectif de valoriser les territoires pilotes dans la mise en œuvre de la transition écologique et d'accompagner les territoires confrontés à des projets de reconversions professionnelles, notamment dans les bassins d'emplois où sont actuellement situées des centrales à charbon. L'anticipation des impacts

socioéconomiques de la transition, pour en garantir le succès, mérite d'être saluée même si aucune garantie n'a été apportée jusqu'à présent sur le type de projet qui sera retenu in fine en remplacement des centrales à charbon et sur l'accompagnement effectif des salariés.

## 1 000

**1000 emplois directs** sont concernés par la fermeture des centrales au charbon (d'où l'importance de développer des projets de reconversion socialement et écologiquement ambitieux)



## Notre réponse

# Evaluer

les opportunités d'emplois de la transition écologique à l'échelle territoriale

**E**n 2017, le Réseau Action Climat et l'Ademe ont publié l'outil TETE (Transition Écologique - Territoires - Emplois) développé par Philippe Quirion (CIRED). Il permet d'évaluer la création et la destruction d'emplois directs et indirects induits par les politiques de transition écologique, entre 2018 et 2050, à l'échelle territoriale. Les évaluations des politiques de transition écologique menées à l'échelle des territoires sont très peu nombreuses et nécessitent un travail conséquent de récolte de données spécifiques au territoire étudié. L'outil TETE donne la possibilité aux collectivités, directions régionales de l'ADEME, associations locales, bureaux d'études

et autres acteurs locaux d'effectuer une évaluation des emplois qui pourraient être créés grâce à la mise en place de leur Plan Climat-Air -Energie Territorial (PCAET), Schéma Régional de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) ou d'autres scénarios énergétiques. L'outil est téléchargeable : <https://territoires-emplois.org/>

## 600

On dénombre déjà **600 téléchargements de l'outil TETE** (entre fin janvier et début avril 2018)

# Évaluer le respect de l'objectif de 2°C par les entreprises

Pour que les engagements des États se réalisent, il est impératif que les entreprises, principales responsables des émissions de gaz à effet de serre, s'engagent. 71 % des émissions globales de gaz à effet de serre émises dans l'atmosphère depuis 1988 sont dues à l'activité de seulement 100 entreprises<sup>1</sup>, en majorité issues du secteur de l'énergie comme Exxon Mobil, BP, Shell, ou encore Total, qui approvisionnent tous les autres pans de l'économie mondiale. De plus en plus d'entreprises s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Cependant, parmi les 1089 entreprises qui ont communiqué en 2016 leurs émissions auprès du CDP, seulement 1,4 % d'entre elles ont mis en place un objectif cohérent avec une trajectoire de 2°C...

1. CDP, Climate accountability institute (2017) « The Carbon Majors Database » CDP Carbon Majors Report



*Notre réponse*

# Analyser

## le degré d'ambition des engagements climatiques des entreprises françaises

**L**e Réseau Action Climat a effectué un travail d'analyse des reportings carbone et des stratégies climat de 10 entreprises françaises, issues de différents secteurs d'activité (Air France KLM, Axa, BNP Paribas, Carrefour, Danone, Engie, Renault, Sanofi, Total, Vinci) afin de vérifier la cohérence de leurs actions avec l'objectif de l'accord de Paris. Les résultats ont été publiés le 11 décembre 2017, le jour du « Global climate finance day » : <https://reseauactionclimat.org/publications/entreprises-climat-2degre/> Ils montrent qu'aucune des 10 entreprises n'obtient de résultats satisfaisants pour les 3 niveaux d'analyse. Une seule a obtenu une bonne évaluation dans la partie « objectifs climat » ; une deuxième est « en transition ». Dès le prochain exercice, chaque entreprise devra effectuer un « test 2°C » de ses objectifs climatiques en prenant en compte la trajectoire de neutralité carbone en 2050, pour avoir une vision claire de la rehausse nécessaire de ses objectifs. Pour les

énergéticiens, il s'agit d'accélérer le basculement des énergies fossiles vers les énergies renouvelables, en modifiant le poids des investissements et des politiques d'achat.

	ÉVALUATION		
	REPORTING CARBONE	OBJECTIF CLIMAT	RISQUES CLIMAT
AIR FRANCE KLM	Yellow	Red	Red
AXA	Yellow	Yellow	Yellow
BNP PARIBAS	Red	Yellow	Yellow
CARREFOUR	Red	Yellow	Yellow
DANONE	Yellow	Green	Yellow
ENGIE	Green	Red	Yellow
RENAULT	Yellow	Yellow	Green
SANOFI	Green	Red	Red
TOTAL	Yellow	Red	Yellow
VINCI	Red	Red	Yellow

# Informier les citoyens

La COP21 de 2015 et la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes ont mis en lumière l'urgence climatique et la nécessaire mobilisation de toutes et de tous pour y répondre. Bien que résiduel en France, un courant climatosceptique tend néanmoins à revenir sur le devant de la scène internationale, instillant des doutes quant à l'impact des activités humaines dans les bouleversements climatiques en cours.

Face à ce constat, le Réseau Action Climat a décidé de développer un nouveau cycle de travail visant à décrypter les avancées de la science du climat. Parallèlement, l'association a poursuivi son travail pédagogique visant à donner aux citoyens des moyens d'agir pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.



L'usage intensif d'**engrais de synthèse**  
et de **produits phytosanitaires** (qui maltraitent  
les organismes vivants des sols).



Extrait de la bande dessinée  
« Planetman est tout sol »  
Décembre 2017

### Notre réponse

## Refondre

le site web et développer l'audience numérique  
de l'association

**E**n septembre 2017, le Réseau Action Climat a mis en ligne une nouvelle version de son site web. Deux points ont notamment été renouvelés : la maquette et l'arborescence du site. Ce travail a été mené pour améliorer l'identification de l'association en tant que réseau et valoriser le travail mené pour suivre et influencer les politiques publiques. L'url a également changé : le site est désormais accessible sur <https://reseauactionclimat.org/>. Parallèlement, le Réseau Action Climat a continué à développer sa communication

digitale, grâce à une collaboration renforcée avec son réseau associatif. Les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) ainsi que la lettre d'information « Infos de Serre » ont vu leur nombre d'abonnés croître de manière importante (+33 %).

# 36 000

Début 2018, le Réseau Action Climat comptait **plus de 36 000 abonnés sur les réseaux sociaux** (Facebook et Twitter), en hausse par rapport à l'année précédente (27 000 abonnés en décembre 2016)

*Notre réponse*

# Décrypter

les avancées de la science du climat

**L**e Réseau Action Climat a rédigé des articles web de décryptage sur les nouvelles connaissances sur les changements climatiques depuis le 5<sup>e</sup> rapport du GIEC de 2013. Ces données scientifiques sont exprimées par des experts climat et complétées par des données provenant de revues scientifiques à comité de lecture. Les articles sont tous consultables sur le site web du Réseau Action Climat par l'onglet « urgence climatique » et par le lien <https://reseauactionclimat.org/actualites/?theme=urgence-climatique> et ont traité des thématiques suivantes : méthane, niveau marin et risque de

rupture de l'Antarctique, canicules et sécheresses, précipitations intenses, cyclones et attribution aux changements climatiques des événements extrêmes, vecteurs de maladies infectieuses, justice climatique, ozone, particules et pollution de l'air, nuages et aérosols, dégel du permafrost et stockage du carbone dans les sols.

**4 600**

En 2017, le Réseau Action Climat a comptabilisé **4 600 consultations des articles de décryptage scientifique sur le climat**

*Notre réponse*

# Enrichir

la bande dessinée Planetman avec un chapitre sur les sols

**U**n nouveau chapitre de la bande dessinée « Planetman contre le changement climatique » a été publié en décembre 2017. Ce quatrième chapitre aborde deux points : le rôle des sols pour l'équilibre climatique et les moyens à disposition des citoyens pour protéger les sols et donc le climat. Cette bande dessinée est en ligne sur la page <https://reseauactionclimat.org/planetman/planetman-est-tout-sol/>

Ce chapitre a été décliné sous la forme de posters, disponibles sur commande : <https://reseauactionclimat.org/planetman/a-propos>

**13 000**

En 2017, le Réseau Action Climat a comptabilisé **13 000 pages vues** sur le site <https://reseauactionclimat.org/planetman/>

## *Des relations renforcées avec les médias*

Largement inscrit dans le panorama médiatique, notamment depuis la COP21, le Réseau Action Climat a continué son travail auprès des médias, notamment la presse généraliste nationale. Cela s'est traduit par un grand nombre de reprises dans la presse sur des thématiques très larges : actualités internationales sur le climat (annonce de D. Trump sur l'accord de Paris, COP23 et One Planet Summit) ; élections présidentielle et législatives ; Plan climat du gouvernement ; Assises de la mobilité ; États généraux de l'alimentation, etc.

# Nos publications en 2017



**Acteurs non-étatiques : vers un rôle moteur dans la mise en œuvre de l'accord de Paris**



**Climat et biodiversité dans la planification territoriale**



**En dehors des clous : Le respect du 2°C par des stratégies climat des entreprises**



**Émissions de gaz à effet de serre et fertilisation azotée : initiatives collectives et territoriales**



**Un plan de mobilité dans mon entreprise**



**Huit conditions pour un développement soutenable de l'électromobilité**



**Planetman contre le changement climatique, épisode IV**

## Dossiers de presse : quelques exemples



**Transports et pollutions : Une feuille de route pour mieux respirer**



**États Généraux de l'Alimentation : Nos propositions**



**Plan climat du gouvernement : Les ambitions affichées seront-elles au rendez-vous ?**



**Deux ans après la COP21, quels défis à l'échelle internationale ?**



**Assises de la mobilité : Une opportunité à saisir pour prendre le virage de la mobilité durable**



**One Planet Summit : qu'attendent les ONG ?**

# Un réseau enrichi en 2017

La période post-accord de Paris comportait le risque de voir l'enjeu climatique perdre en importance, y compris du côté associatif, tel que ce fut le cas après la conférence de Copenhague en 2009. La réalité a démenti cette crainte, l'impératif climatique ne cessant d'occuper une place prioritaire dans le monde associatif environnemental, avec une volonté toujours croissante de passer de la conclusion d'un accord international à sa traduction dans l'économie réelle.

En 2017, le Réseau Action Climat a accueilli quatre nouveaux membres, France Nature Environnement (FNE), le CCFD-Terre Solidaire, le REFEDD (Réseau français des Etudiants pour le Développement Durable) et 350.org. Ces associations, avec leurs expertises et leur force d'action distinctes mais complémentaires, sont venues enrichir considérablement le travail mené par le Réseau Action Climat.

Le Réseau Action Climat a par ailleurs continué à travailler à la création d'alliances avec d'autres acteurs non issus du milieu environnemental pour élargir les soutiens à ses propositions de réduction des émissions de gaz à effet de serre (associations de médecins, syndicats, associations de consommateurs, de lutte contre la pauvreté, etc.)



Conseil d'Administration du Réseau Action Climat Montreuil, septembre 2017

## Membres du Réseau Action Climat en 2017

- Collège «adhérents individuels» composé de 40 membres.
- Collège «associations locales et régionales» composé de 9 associations (réparties dans 7 régions nouveau périmètre) : Air, ALDER, BiZi!, Canopée, Clim'Actions Bretagne Sud, Effet de Serre toi-même, TACA, Virage énergie Nord-Pas-de-Calais et Virage Énergie Pays de La Loire.
- Collège «associations nationales» composé de 20 associations : Agir pour l'Environnement (APE), Alofa Tuvalu, Alternatiba, les Amis de la Terre, CLER - Réseau pour la transition énergétique, Fédération nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT), Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB), Greenpeace, Hespul, Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), OXFAM, Réseau Sortir du nucléaire, Women in Europe for a Common Future (WEFC), WWF France, Zero Waste France et 4D Dossiers et Débats pour le Développement Durable.

**Nouvelles adhésions en 2017 :** adhésion de France Nature Environnement (FNE), du CCFD-Terre Solidaire, du REFEDD (Réseau français des Etudiants pour le Développement Durable) et de 350.org.

## Fonctionnement associatif

- Bureau : tous les 2 mois.
- Conseil d'administration : tous les 3 mois.
- Assemblée générale : une fois par an.

**Le Bureau du Réseau Action Climat est composé de :**

Pierre Perbos, Président  
Philippe Quirion, Trésorier  
Antoine Bonduelle, Administrateur  
Damien Demailly, Administrateur  
Raphaëlle Gauthier, Administratrice  
Edouard Toulouse, Administrateur  
Diane Vandaele, Administratrice.

Les membres du Bureau participent activement à la gestion courante de l'association et aux actions et travaux du Réseau Action Climat.

## L'équipe salariée en 2017

Anne Bringault, Chargée de la coordination pour les ONG des activités sur la transition énergétique (poste partagé avec le CLER) - Carole Brun, Responsable de gestion et de développement associatif - Aurélie Catalo, Agriculture et alimentation (Plateforme pour une Autre PAC) - Simon Coquillaud, Responsable information & communication - Morgane Créach, Direction - Cyrielle Denhartigh, Responsable agriculture & alimentation - Lucile Dufour, Responsable négociations internationales et développement - Ismaël Eychenne, Responsable mobilité et climat - Meike Fink, Responsable transition climatique juste - Célia Gautier, Politiques européennes et internationales - Charlotte Izard, Responsable des politiques climat & territoires - Lorelei Limousin, Responsable des politiques transports & climat - Neil Makaroff, Responsable des politiques climatiques européennes et internationales.

## Relations avec le CAN International, le CAN Europe et T&E

Contribution à l'élaboration de positions communes et relais en France des positions actées aux niveaux international et européen. Participation aux réunions stratégiques et aux assemblées générales du CAN International, du CAN Europe, de T&E, etc.

## Représentation et participation dans les instances nationales

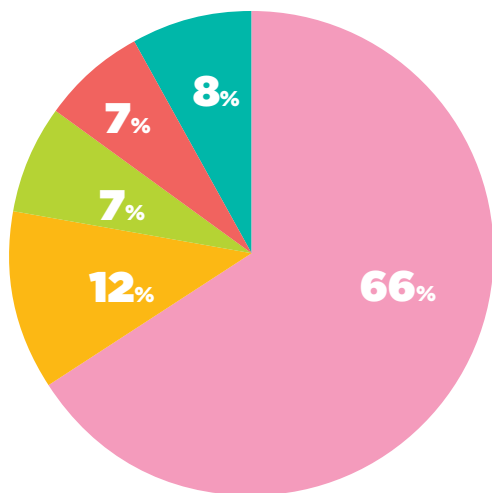
Pour porter les propositions de ses membres, le Réseau Action Climat siège dans diverses instances nationales, notamment : au Conseil Économique, Social et Environnemental (Antoine Bonduelle) ; au Conseil d'Orientation de l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique/ONERC (Charlotte Izard) ; depuis 2013 : au Conseil National de la Transition Écologique (Pierre Perbos, Morgane Créach et Anne Bringault), au Comité pour l'économie verte (Lorelei Limousin), au Comité de pilotage des assises européennes de la transition énergétique et au Comité de pilotage du Sommet Climat et Territoires de Lyon (Charlotte Izard), etc.

# Éléments financiers

Le compte de résultat au 31/12/2017 présente un budget global de 942 150€ (total des produits en 2017) et un excédent de 11 576€ (voir le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2017).

## Répartition des charges en 2017

Le compte de résultat au 31/12/2017 présente un budget global de 942 150 € (total des produits en 2017) et un excédent de 11 575,51€.



**Les charges de personnel** (y compris la formation professionnelle et taxe sur les salaires) représentent en 2017 66% des dépenses (616 332 €).

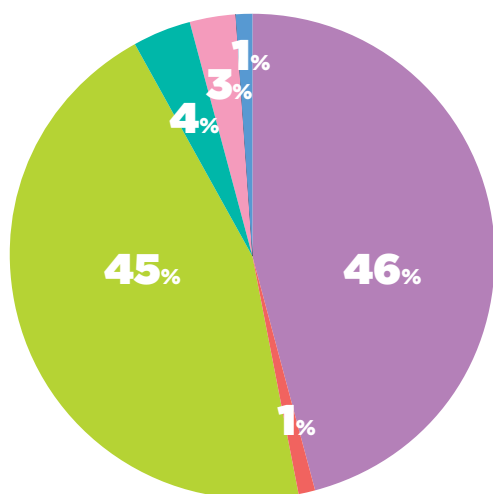
**Les frais de mission** représentent en 2017 8% des dépenses (70 753 €) et comprennent les frais de mission liés au Réseau Climat et Développement (RC&D), au suivi des négociations internationales et à l'organisation d'évènements et conférences de presse.

**Les honoraires et autres frais d'action** représentent 7% des dépenses (64 901 €) en 2017 et correspondent aux frais du Réseau Climat & Développement et à l'appui technique sur nos actions.

**L'élaboration des publications et autres supports de communication** représente 7% des dépenses en 2017 avec un montant de 67 215 € et comprend les frais de graphisme, conception de sites internet, d'impression et de diffusion.

**Les dépenses de fonctionnement** (équipement et fournitures, loyer et charges, comptabilité, frais bancaires et de communication (téléphone, affranchissements...), etc.) s'élèvent en 2017 à 111 374€ soit 12% des charges.

## Répartition des produits en 2017



**Subventions d'exploitation (92 %)** s'élèvent en 2017 à 870 454 €, dont :

- **Subventions d'État** : 431 626 €
- **Subventions collectivités** : 12 000 €
- **Subventions privées (associations et fondations)** : 426 828 €

**Les ventes et prestations** représentent 1% des produits (6 218 €).

**Les adhésions et dons** représentent 4% (38 696 €) et comprennent les adhésions des associations nationales, locales et régionales membres (12 550 €), des personnes physiques (1 790 €) et les dons (24 356 €).

**Les autres produits** s'élèvent à 26 782 € (rémunération bancaire, transferts de charges et autres produits).

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques et pour une transition écologique, solidaire et équitable.

Le Réseau Action Climat est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques. Il regroupe 21 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Il rassemble également des associations locales et des adhérents individuels.

Sa mission est d'informer les citoyens des mécanismes, causes et impacts des changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations.

**Découvrez l'action du Réseau Action Climat et impliquez-vous avec nous sur le site : <https://reseauactionclimat.org/>**

### **Nous contacter :**

Réseau Action Climat - France  
Mundo M - 47 Avenue Pasteur 93100 Montreuil  
Tél : 01.48.58.83.92  
Twitter : @RACFrance  
Facebook : <https://www.facebook.com/ReseauActionClimat/>

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques

